RGPP, ou le devenir des services publics !

Révision Générale des Politiques Publiques, derrière cette dénomination se joue l'avenir de l'ensemble des services publics et des agents qui y travaillent.

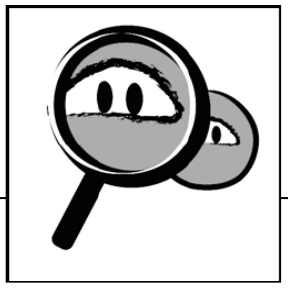
La RGPP, c'est quoi ?
Concrètement, c'est une réflexion en vue d'une réforme de fond. On se penche ici sur le fondamental : **la définition même des missions de l'État et donc celles des services publics**. La dernière date de 1945.

Pourquoi une RGPP ?
Selon le gouvernement, « De nombreux dispositifs et politiques se sont empilés, sans réelle cohérence, créant un paysage administratif confus, pas assez efficace et coûteux. »
Il faudrait donc réformer pour rendre les services publics efficaces.

Qui la fait ?
Cette RGPP est menée par « **une douzaine d'équipes d'audit, composées d'auditeurs issus des inspections générales (…) et du secteur privé** ». Les propositions seront examinées par un comité de suivi et les réformes décidées par le Conseil de Modernisation des politiques publiques, présidé par le Président Sarkozy.

Quand ?
La RGPP a été lancée en juillet 2007. Les décisions de réformes doivent être prises en **mai 2008** pour une mise en chantier entre2009 et 2011.

Comment ?
« La RGPP consiste à passer au crible les dépenses de l'État… »
L'analyse se fait à partir du coût et non des missions, ce qui donne une idée de l'objectif final !
Pour chaque dépense, on se pose 7 questions :
1. Que faisons nous ?
2. Quelles sont les besoins et les attentes collectives ?
3. Faut-il continuer à faire de la sorte ?
4. Qui doit le faire ?
5. Comment faire mieux et moins cher ?
6. Qui doit payer ?
7. Quel scénario de transformation ?



L' analyse du SE-UNSA :

Ce n'est pas le principe qui est mauvais, c'est le résultat qui va assurément en découler. Il suffit pour cela de se baser sur les déclarations du premier ministre F.Fillon, selon lequel il faut «***que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire***» *(déclaration du 10 octobre 2007),* et sur l'obsession présidentielle de ***réduire le budget de l'État***.

Appliquez les 7 questions à l'école, à la santé, à la sécurité, aux prisons, à l'administration, aux transports ferroviaires , à l'énergie, à la distribution du courrier et imaginez les réponses de nos gouvernants actuels.
Il y a de quoi être plus qu'inquiet… ***(affaire à suivre)***

ENSEIGNANTS de l'UNSA